



LA RÉVOLUTION DES ROSES : SUCCÈS DE MOBILISATION ET LIMITES DE LA TRANSFORMATION DÉMOCRATIQUE

Points clés

1. La Révolution des Roses illustre qu'un régime peut devenir vulnérable lorsque s'additionnent perte de légitimité interne, fragmentation des élites et affaiblissement du soutien international. En Géorgie, les fraudes électorales de 2003 ont agi comme un accélérateur de la crise latente débouchant sur rupture politique ouverte.
2. Une mobilisation durable repose sur un travail organisationnel préalable : structuration des ONG, formation militante, coordination entre médias, société civile et opposition politique, ainsi qu'anticipation des séquences de mobilisation.
3. La discipline non-violente constitue un levier stratégique majeur. En réduisant les coûts politiques de la participation et en augmentant ceux de la répression, elle favorise l'élargissement social du mouvement et peut contribuer à neutraliser partiellement les appareils coercitifs.
4. Les soutiens internationaux peuvent renforcer les capacités d'une société civile sans pour autant « fabriquer » une révolution. Les financements, formations et soutiens logistiques occidentaux ont servi d'accélérateurs organisationnels, mais ils se sont appuyés sur un mécontentement populaire déjà profondément enraciné.
5. Une coalition d'opposition unifiée contre un régime ne garantit pas une transition démocratique consolidée. En Géorgie, l'absence de stratégie institutionnelle commune après la victoire a favorisé une concentration du pouvoir autour du nouvel exécutif et l'affaiblissement progressif des contre-pouvoirs.
6. L'expérience géorgienne montre qu'une révolution peut réussir tactiquement tout en restant inachevée démocratiquement. Les avancées rapides en matière de modernisation et de lutte contre la corruption n'ont pas empêché l'émergence de nouvelles logiques de centralisation du pouvoir, l'apparition de contre-pouvoirs durables n'ayant pas eu lieu.

SOMMAIRE

Chronologie	<u>3</u>
Introduction	<u>4</u>
I. Prédispositions au succès du mouvement	<u>5</u>
II. Construction concrète de la mobilisation	<u>7</u>
III. Le rôle des ONG et des soutiens extérieurs : appui ou fabrication ?	<u>9</u>
IV. Une efficacité immédiate mais limitée	<u>11</u>
V. Leçons opérationnelles	<u>12</u>
Sources	<u>14</u>



CHRONOLOGIE

2 NOVEMBRE 2003

Déroulé du **scrutin législatif**.

3 NOVEMBRE 2003

Début de la **contestation**.

14 NOVEMBRE 2003

20000 manifestants rassemblés et diffusion par Rustavi qui appelle à la désobéissance civile.

22 NOVEMBRE 2003

100000 personnes se rassemblent et **font pacifiquement irruption dans le parlement avec des roses**, Mikhail Saakachvili à leur tête.

23 NOVEMBRE 2003

Démission de Shevardnadze.

4 JANVIER 2004

Élection de **Mikhail Saakachvili** à 96%.

INTRODUCTION

En Géorgie, en novembre 2003, **des tensions politiques et sociales se sont cristallisées autour de la concentration du pouvoir présidentiel et de la dégradation systématique des pratiques démocratiques**. À Tbilissi, les élections parlementaires prévues devaient consacrer l'alternance politique ; pour des citoyens, des observateurs électoraux et des militants des droits humains, l'enjeu portait autant sur la transparence du scrutin que sur le respect des procédures élémentaires de démocratie imposé sans consultation véritable.

L'élément déclencheur de la crise politique n'a cependant pas été le régime contesté en soi, mais la séquence des premiers jours : **des soupçons de fraude électorale ont circulé, puis la publication des résultats frauduleux a fait prendre une nouvelle proportion au mouvement**. La fraude électorale confirmée a galvanisé les énergies et une vague de manifestations s'est propagée à travers le pays ; les autorités ont tenté une gestion répressive du mouvement, avec menaces d'intervention coercitive, mais face à la discipline non violente des manifestants et à la couverture médiatique accrue, la répression s'est révélée contre-productive.

Cette étude de cas propose une **lecture des ressorts du succès de la Révolution des Roses, pour sa capacité à massifier un mouvement, à fédérer des acteurs disparates et à imposer un coût politique certain au régime**. Il s'agira d'étudier les mécanismes par lesquels le pouvoir de Shevardnadze a été contraint à une gestion de crise visible avec une perte de contrôle politique et une exposition internationale, sans pourtant établir une consolidation démocratique durable.



Carte du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français

I. PRÉDISPOSITIONS AU SUCCÈS DU MOUVEMENT

1. UNE CRISE POLITIQUE DÉJÀ INSTALLÉE AVANT NOVEMBRE 2003

Au sortir de l'URSS, la Géorgie connaît entre 1991 et 1993 une période de guerre civile et d'instabilité économique forte. En 1992, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud déclarent leur indépendance. **Edouard Shevardnadze est appelé au pouvoir cette même année après un coup d'Etat. Il est élu trois ans plus tard à 80% par la population qui voit en lui l'homme qui stabilisera la situation.** Sa présidence a marqué pour la Géorgie le début d'une période de rapprochement avec les États-Unis et l'Union européenne (UE) dont les nombreux accords de coopération témoignent : TRACECA en 1993, INOGATE en 1996, l'accord de coopération *Train and Equip* avec l'OTAN en 2002, et l'adhésion à l'OMC en 2000.

Cependant, **la corruption quotidienne et les mauvais résultats économiques sapent progressivement le lien de confiance entre les gouvernants et leur population et fragilisent le régime en place.** La société civile s'organise en parallèle, et parvient à faire créer en 2001 le Conseil de coordination anticorruption. Cette institution met alors au jour des cas de corruption de haut niveau. Malgré le limogeage de quelques fonctionnaires par le gouvernement, **aucune décision systémique de lutte anti-corruption n'est mise en place.**



Tbilissi, novembre 2003 – alchetron.com

En novembre 2003, Shevardnadze toujours au pouvoir et de plus en plus contesté remporte les élections parlementaires, mais son parti est suspecté de fraude électorale. **Le trucage électorale, dénoncé par les observateurs internationaux et la société civile géorgienne, agit comme un accélérateur de la crise et déclenche des soulèvements populaires qui s'étendent sur trois semaines.** Ils débouchent sur la chute du régime de Shevardnadze.

2. UN RÉGIME FRAGILISÉ SUR LE PLAN INTERNE ET EXTERNE

En interne, on assiste dès le début des années 2000 à une fragmentation des élites gouvernementales géorgiennes. Plusieurs figures incarnent progressivement l'opposition au parti en place. **Mikhaïl Saakachvili, ministre de la justice, dénonce en 2002 la corruption de la classe politique au cours d'un conseil des ministres et est contraint à la démission. Il fonde alors son propre parti : le Mouvement National (MN).** Le parti des Démocrates Unis (DU) conteste également le régime en place avec à sa tête Zhvania. Ces contestations trouvent un écho dans les médias locaux. La chaîne Rustavi 2 joue notamment un rôle crucial dans la retranscription des évènements d'octobre 2003. **La médiatisation de la contestation renverse l'équilibre des forces en rendant coûteuse une répression en cas de mouvement de contestation.**

Sur le plan externe, **un isolement progressif du régime voit le jour. En effet, Shevardnadze choisit d'adopter une politique extérieure plus ambivalente pour renforcer sa légitimité en s'appuyant notamment sur la Russie.** Il apporte son soutien au gouverneur pro-russe de la région autonome d'Adjara, élimine selon l'AFP en 2003 des sociétés états-uniennes du marché national par des taxations arbitraires, vend la société de distribution d'électricité de Tbilissi à *United Energy Systems* (propriété russe), et tarde à construire le pipeline BTC, investissement stratégique états-unien. **Washington maintient officiellement son soutien au régime mais développe progressivement des relais alternatifs dans la société civile et l'opposition réformatrice.**



Le président géorgien Eduard Shevardnadze, 5 octobre 2001.

L'OSCE est également critique vis-à-vis des lacunes de la démocratisation en la Géorgie. Elle fait état de violation de procédures électorales dès les élections locales de 2002, et participe à la surveillance internationale des élections de 2003 et renforcera la contestation de la légitimité du scrutin.

Ainsi, **la perte de légitimité interne et du soutien externe ont permis à la mobilisation de devenir politiquement efficace**, les concessions devenant plus stratégiques qu'une répression.

II. CONSTRUCTION CONCRÈTE DE LA MOBILISATION

1. UNE MOBILISATION PRÉPARÉE AVANT LA CRISE FINALE

La Révolution des Roses de 2003 est **le fruit d'un travail civique patient mené par divers acteurs de la société civile locale, soutenue par des financements de l'UE et des États-Unis**. Sous Shevardnadze, la Géorgie est le théâtre d'une « ONG-isation » et voit se multiplier les associations militantes. Plusieurs organisations ont été les fers de lance de la mobilisation populaire :

- **Le mouvement étudiant Kmara**, qui se traduit par « *Ça suffit* ». Il est caractéristique des révolutions colorées de la région et est fondé sur le modèle serbe Otpor! (même traduction). Il naît d'une manifestation de 2500 étudiants en 2000 à Tbilissi dénonçant la corruption. Il **se structure avec le temps notamment grâce à des financements de l'Open Society Institute**, ONG fondée par le milliardaire Soros. Ce mouvement se répand dans plusieurs villes géorgiennes et est très actif au cours des événements de novembre 2003.
- **La Georgia Young Lawyers Association (GYLA)** créée en 1994, qui a pour objectif la défense des droits humains à travers un soutien juridique. Elle a envoyé 500 observateurs qui ont participé au comptage alternatif des bulletins de vote.

Ces associations ou ONG ne sont qu'une partie de ce tissu d'organisations qui emploient près d'1% de la population et mène un travail civique sur des champs de toute sorte : protection des droits de l'Homme, soutien à la démocratie et à la société civile, protection de l'environnement, problèmes spécifiques des femmes, prise en charge des déplacés ou encore aide aux PME par la fourniture de conseils et de micro-crédits.



Jeunes manifestants géorgiens brandissant le drapeau du mouvement Kmara, novembre 2003.

La formation aux techniques de protestation non-violente de Gene Sharp en amont de la mobilisation est également une des clés de son succès. Srdja Popovic, figure du mouvement Otpor! en Serbie, et Slobodan DjinoVIC, deux formateurs en action non-violente sont venus en Géorgie sensibiliser les jeunes militants du mouvement Kmara. Le film « *Un dictateur* » de Peter Ackerman, présentant le succès précédent de Belgrade avec le mouvement Otpor! a largement été diffusé sur les chaînes de télévision anti-Shevardnadze. Le *Washington Post* rapportait à l'époque que « *des milliers de personnes avaient été formées aux techniques perfectionnées à Belgrade* ». **La politique d'action non-violente de Gene Sharp était donc connue en amont de la mobilisation et a servi de ligne de conduite au cours des journées de manifestation de novembre 2003.**

2. RÉPERTOIRE D'ACTIONS ET SOCIOLOGIE DE LA RÉVOLUTION DES ROSES

Dès le lendemain des élections, **les suspicions de fraudes électorales rassemblent quelques milliers de militants dans les rues de Tbilissi**. Le noyau initial de la mobilisation est composé d'étudiants du mouvement Kmara, des classes sociales moyennes et supérieures travaillant au sein des ONG ou dans le monde académique, et des partis d'opposition. Au fil des jours, le mouvement connaît une montée en puissance. Il s'accélère nettement au moment du dévoilement des premiers résultats de la province de l'Adjarie, qui sont loin de coïncider avec les sondages organisés par des militants à la sortie des urnes. **Le 14 novembre, ce sont 20 000 Géorgiens qui défilent dans la capitale**. La chaîne de télévision Rustavi 2 couvre les événements et promeut la désobéissance civile. Le mouvement connaît alors un soutien progressif de la population non-militante, sensibilisée notamment grâce à cette couverture. Le 20 novembre, les résultats officiels sont publiés. Deux jours plus tard, la première session parlementaire a été interrompue par l'irruption pacifique d'une foule de militants armés de roses et guidés par Mikhaïl Saakachvili. **Cette occupation symbolique de l'espace public par près de 100 000 Géorgiens (pour 5 millions d'habitants) est relayée par des chaînes internationales et provoque la fuite de Shevardnadze**.



Des dizaines de milliers de manifestants rassemblés devant la chancellerie d'État, Tbilissi, 23 novembre 2003

3. LES TENSIONS INTERNES DE LA MOBILISATION

L'unité des forces d'opposition n'était pas idéologique mais seulement stratégique, comme le souligne Stephen F. Jones. Les partis politiques anti-Shevardnadze et le tissu des ONG se sont associés au cours de la mobilisation. En octobre 2003, un groupe de 15 ONG a rédigé le document « *Ça suffit ! 10 étapes pour une liberté politique* ». Ce document est soutenu par le parti de Mikhaïl Saakachvili mais aucun engagement long terme n'est pris. L'unité tactique qui a permis le succès de la mobilisation n'intégrait pas de plan stratégique consensuel à long terme.

La dépendance aux ressources externes des acteurs œuvrant au sein de la société civile fait également partie intégrante de ces tensions internes et sera analysée dans la partie suivante.

Malgré ces tensions réelles, on note au terme de cette partie qu'**une mobilisation combinant préparation militante, diversification sociale et discipline non-violente augmente sa capacité de renversement en réduisant la légitimité du pouvoir**.

III. LE RÔLE DES ONG ET DES SOUTIENS EXTÉRIEURS : APPUI OU FABRICATION ?

1. DES SOUTIENS EXTÉRIEURS RÉELS

Le rôle des soutiens extérieurs et des ONG dans la mobilisation a fait l'objet de fortes critiques, notamment du gouvernement et du voisin russe, étant qualifié d'ingérences américaine et européenne.

Entre 1995 et 2000, **l'USAID (Agence américaine pour le développement international) a apporté une aide financière de 700 millions de dollars** à des associations et ONG promouvant la démocratie et les droits de l'Homme. **L'UE a également offert entre 1992 et 2004 une aide à la Géorgie à hauteur de 420 millions d'euros**, financements conditionnés à des avancées démocratiques. L'OSCE a attesté en 2002 de plusieurs avancées importantes en matière d'État de droit et de conditions de détention en Géorgie, mais a également alerté sur des sujets tels que la traite des êtres humains ou les irrégularités électorales, comme évoqué précédemment.

Ces ressources financières permettent un soutien logistique qui favorise une professionnalisation militante. **Le mouvement Kmara est financé par l'Open Society Institute dirigé par Madeleine Albright à hauteur d'un demi-million de dollars** ce qui lui permet de faire appel à des formateurs extérieurs, d'envoyer des membres en Serbie pour apprendre du mouvement Otpor!, et de s'installer durablement à Tbilissi dans des bureaux.

L'International Society for Fair Elections and Democracy, ONG financée par les États-Unis, a formé des ressortissants géorgiens à l'organisation d'élections et de sondages, ce qui a permis de contester avec crédit les manques de transparence des élections locales de 2002 et parlementaires de 2003 notamment à l'aide du déploiement de 2500 observateurs.

2. UNE MOBILISATION RESTANT MAJORITAIREMENT ENDOGÈNE

Si le soutien extérieur est bien réel, la mobilisation n'en est pas moins le fruit d'un mécontentement populaire local. Salomé Zourabichvili, actuelle ex-présidente, critique lors d'une interview rétrospective la lecture teintée d'ingérence étrangère et de déstabilisation proposée par certains acteurs. « *Il ne faut pas oublier que la démocratie consiste à mettre en œuvre un système qui permet au peuple géorgien de faire des choix [...]* » déclare-t-elle, rappelant les aspirations profondes des 100 000 géorgiens mobilisés au 22 novembre.

Les ONG ont joué dans la mobilisation un rôle d'accélérateur, et de canalisation de la colère populaire plutôt que celui de créateur de la Révolution des Roses. Le nombre d'acteurs locaux au cœur de la contestation (Kmara, Association de juristes, MN, DU...) témoigne d'une forte capacité d'appropriation locale de la mobilisation malgré les ressources extérieures.

3. LES AMBIGUÏTÉS POLITIQUES

Les financements extérieurs n'étaient néanmoins pas entièrement désintéressés. **L'éclatement de l'URSS en 1991 laisse un espace post-soviétique vaste et stratégiquement attractif pour les États-Unis.** Les possibilités énergétiques couplées à une stratégie de reflux ou « *rollback* » des positions russes font du Caucase une région convoitée. La Géorgie a été l'un des théâtres de la guerre des oléoducs que sont livrés les États-Unis et la Fédération de Russie à cette période. Washington finance le projet Bakou – Soupsa (Géorgie) qui met fin à l'hégémonie russe en matière d'exportation des hydrocarbures de la Caspienne à son ouverture en avril 1999. Le tracé de l'oléoduc BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan) fait également partie de cette stratégie puisqu'il contourne la Russie, l'Iran et l'Arménie. La carte ci-dessous permet d'appréhender la stratégie états-unienne :



Carte des pipelines partants de Bakou - Wikipédia

En retour, **le régime de Shevardnadze s'aligne de plus en plus avec les États-Unis**, ce qui est marqué notamment en 2000 par le démantèlement de deux des quatre bases russes en Géorgie, ou par le refus de passage en 1999 aux troupes russes pour l'invasion de la Tchétchénie. **Les intérêts stratégiques américains dans la région sont ainsi importants et éclairent partiellement la volonté de stabiliser ce corridor énergétique en construction en œuvrant en matière de démocratie et d'état de droit.**

L'ambiguïté de certaines ONG en matière de transition est également questionnée. C'est le cas du *Liberty Institute* ou de la Fondation Soros. Le ministre de l'Intérieur, Vano Merabichvili, l'un des principaux conseillers du Président, Guiga Bokéria, de même que le maire de Tbilissi, Guigui Ougoulava, sont ainsi des anciens militants du *Liberty Institute*. Le ministre de l'Éducation, Kakha Lomaïa, est l'ancien directeur exécutif de Soros. **Cette intégration massive de la société civile au gouvernement post-mobilisation remet en question le désintéret affiché par ces institutions** et affaiblit le secteur associatif, sans pour autant remettre en cause les aspirations endogènes.

IV. UNE EFFICACITÉ IMMÉDIATE MAIS LIMITÉE

1. CE QUE LE MOUVEMENT OBITENT IMMÉDIATEMENT

Le lendemain de l'entrée des militants - précédés par Mikhaïl Saakachvili - dans le Parlement, Shevardnadze démissionne de la présidence et le scrutin frauduleux est annulé. Nino Bourdjanadze, présidente du Parlement, assure la présidence par intérim le temps des nouvelles élections démocratiques. **Dès le dimanche 4 janvier 2004, Mikhaïl Saakachvili remporte les élections organisées avec un score de 96% des voix.** La mobilisation permet une véritable alternance politique rapide.

A son arrivée au pouvoir, Mikhaïl Saakachvili entame une série de réforme afin de répondre aux aspirations de transparence et économiques des Géorgiens. **Dès 2004, il libéralise le marché et favorise le développement du secteur privé. Il met également en place une politique stricte vis-à-vis de la corruption.** Selon le classement de *Transparency International*, la Géorgie passe de la 133e place mondiale en matière de corruption en 2004, à la 67e en 2008. **Il met également fin aux coupures d'électricité qui participaient au mécontentement populaire et améliore l'état des routes.**

Le nouveau gouvernement revendique une politique extérieure tournée vers l'Europe et l'OTAN. Le ministère à l'Intégration européenne et euro-atlantique est créé en ce sens.



Intervention des forces antiémeutes à Taksim, Istanbul, juin 2013.

2. CE QUE LE MOUVEMENT NE TRANSFORME PAS DURABLEMENT

Le nouveau régime en place se forme autour du président Mikhaïl Saakachvili. **L'intégration de la classe politique contestataire et d'une partie de la société civile limite fortement la création de contre-pouvoirs.** La chaîne de télévision Rustavi 2, longtemps un contre-pouvoir de référence, adopte un discours favorable au gouvernement et prend même un temps le slogan « *chaîne des gens qui ont gagné* ». Salomé Zourabichvili déplore l'état du système judiciaire et dénonce l'absence de télévision d'opposition.

En 2007, des manifestations anti-gouvernementales sont réprimées, et un état d'urgence est décrété pendant une semaine, censurant tous les médias du pays. L'invasion des provinces sécessionnistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud en 2008 décrétée par Mikhaïl Saakachvili a pour conséquence une **défaite humiliante face à la Russie et une baisse de confiance dans le régime.**

La dissonance entre les résultats immédiats et les changements au long cours mettent en évidence **une réussite tactique mais un échec stratégique d'un point de vue démocratique**

V. ENSEIGNEMENTS OPÉRATIONNELS

1. CE QUI REND UNE MOBILISATION EFFICACE

Le tissu des ONG locales possédait une compréhension commune des besoins en réformes et ont procédé à une préparation organisationnelle bien coordonnée. Elles ont notamment eu recours aux moyens de communication de l'époque : *e-mails* et téléphones fixes, en développant un narratif commun, ce qui a permis une sensibilisation vaste. **Une alliance stratégique avec les partis d'opposition a permis de donner plus d'ampleur au mouvement de contestation.**

La discipline non-violente de la Révolution des Roses a renforcé l'image de coordination et de volonté commune des militants.

Les militants ont été sensibilisés aux méthodes non-violentes et notamment à la fraternisation avec les forces de l'ordre. Les mobilisations quotidiennes de novembre n'ont connu que de très rares débordements et la couverture médiatique accroissait le coût de la répression. Les forces coercitives sont sommées par Shevardnadze le lendemain de sa fuite d'organiser la répression. Mais le déroulé pacifique des événements fit se ranger la police aux ordres de la présidente par intérim. **L'armée est restée neutre au cours de la Révolution des Roses.**

La diversité sociale de la coalition a renforcé la légitimité des revendications portées par le mouvement.



Une manifestante brandissant des roses face aux forces de l'ordre – BBC

2. CE QUI FRAGILISE L'APRÈS-VICTOIRE

L'un des principaux enseignements de la Révolution des Roses réside dans **l'absence de stratégie institutionnelle consensuelle une fois le régime renversé.** La coalition qui avait permis la mobilisation reposait avant tout sur un objectif négatif commun : mettre fin au pouvoir de Shevardnadze. En revanche, les modalités de construction d'un système démocratique durable n'avaient pas fait l'objet d'un accord structuré entre les différentes composantes du mouvement. Cette **absence de projection institutionnelle partagée a favorisé une concentration rapide du pouvoir autour du président Mikhaïl Saakachvili et de son entourage.**

La personnalisation du leadership a permis une forte capacité décisionnelle dans l'immédiat après-révolution, notamment dans la lutte contre la corruption et la modernisation administrative. Cependant, **cette centralisation progressive du pouvoir a limité le développement de contre-pouvoirs autonomes**. Une partie de la société civile et des médias ayant participé à la contestation s'est intégrée au nouvel appareil d'État ou a adopté une posture plus favorable au gouvernement, réduisant ainsi leur capacité critique.

Cette dynamique s'est renforcée au fil des années par **une stratégie politique de plus en plus verticale et sécuritaire. La répression des manifestations de 2007 puis la gestion du conflit russo-géorgien de 2008 ont contribué à fragiliser la légitimité démocratique du pouvoir**. La volonté de restaurer rapidement l'autorité de l'État et de réaffirmer la souveraineté territoriale géorgienne a progressivement pris le pas sur la consolidation pluraliste du système politique.

L'expérience géorgienne montre ainsi qu'une mobilisation efficace contre un régime contesté ne produit pas automatiquement une démocratie consolidée. **Sans mécanismes solides de limitation du pouvoir, de pluralisme médiatique et d'indépendance institutionnelle, le succès tactique d'une révolution peut déboucher sur une recomposition du pouvoir plus que sur une transformation démocratique durable.**

3. ACTUALITÉ DU CAS GÉORGIEN

La Révolution des Roses continue d'exercer une influence importante sur la vie politique géorgienne contemporaine. Les mobilisations de 2024 contre la loi sur « *l'influence étrangère* » témoignent de la persistance des fractures ouvertes en 2003 autour de la question démocratique, du rôle des ONG et de l'orientation européenne du pays. **Les manifestations ont révélé une capacité de mobilisation toujours importante de la société civile géorgienne, notamment parmi les jeunes générations urbaines.**

La contestation de cette loi illustre également la **permanence d'une tension structurelle** : la dépendance d'une partie du tissu associatif géorgien aux financements occidentaux continue d'être utilisée politiquement par les autorités et par la Russie pour délégitimer les acteurs pro-démocratiques en les présentant comme des relais d'intérêts étrangers. Cette rhétorique s'inscrit dans une continuité directe des critiques déjà formulées lors de la Révolution des Roses.

Par ailleurs, **la question européenne demeure centrale dans la structuration du débat politique géorgien**. Le soutien populaire à l'intégration européenne reste élevé malgré les alternances politiques et les tensions internes. L'Union européenne conserve ainsi une fonction à la fois géopolitique et symbolique dans les mobilisations contemporaines.

Enfin, **le cas géorgien rappelle qu'une opposition fragmentée rencontre des difficultés à transformer une mobilisation populaire en changement politique durable**. Comme en 2003, la capacité à maintenir une coalition unifiée autour d'objectifs stratégiques clairs apparaît déterminante. L'expérience de la Révolution des Roses souligne toutefois qu'une coordination efficace dans la phase de contestation doit également s'accompagner d'une réflexion approfondie sur l'organisation institutionnelle de l'après-victoire afin d'éviter la reproduction de nouvelles concentrations du pouvoir.

SOURCES

- (1) Mathis Puyo – *Les révolutions de couleur dans l'ex-URSS: la Géorgie*, Les Yeux du Monde (2022)
- (2) David Aprasidze – *Société civile et réforme anticorruption en Géorgie : un retour sur la révolution des roses* (2025)
- (3) OSCE – *Rapport annuel des activités de l'OSCE en 2002*
- (4) Marcie Smith – *Change Agent : Gene Sharp's Neoliberal Non-violence*
- (5) Joshua A. Tucker – *Ça suffit ! Fraude électorale, problèmes d'action collective et révolutions colorées post-communistes*
- (6) Hérodote – *Entretien avec Salomé Zourabichvili, La Révolution des Roses dans l'impasse* p.101-108
- (7) Silvia Serrano – *La Géorgie post-soviétique : lost in transition ?* p.67-90
- (8) Stephen F. Jones — *The Rose Revolution: A Revolution without Revolutionaries?* (2006)
- (9) Silvia Serrano – *Les enjeux politiques de la référence révolutionnaire en Géorgie* (2008)
- (10) Transparency International – *Classements de 2004 et 2008*